

NZONGOLA-NTALAJA Georges, 2015

Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa

Recensé par Hippolyte MIMBU KILOL

Professeur à l'Université Catholique du Congo et à l'UPN

NZONGOLA-NTALAJA Georges, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa*. Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2015, 447 pp. (ISBN : 69978-2-916169-10-5).

Comment expliquer que plus de cinq décennies après l'indépendance le Congo-Kinshasa qui regorge de ressources humaines, hydroélectriques, minérales et d'immenses terres cultivables peine à satisfaire les besoins fondamentaux d'existence de la majorité de ses habitants et à leur assurer une vie décente ? Pourquoi des délestages dans les quartiers de Kinshasa alors que la centrale électrique d'Inga peut fournir l'électricité à toute l'Afrique ? Pourquoi le Congo donne-t-il l'air d'un *mendiant assis sur une montagne d'or*, pour reprendre le titre d'un livre de feu Firmin KAMA ? Comment comprendre que le deuxième pays du continent par sa superficie subisse l'occupation et les pillages « des Etats à taille lilliputienne comme l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi » ? Quel rôle joue l'Afrique du Sud en Afrique centrale

depuis 1960 ? Telles sont les questions que ce livre, consacré à l'histoire politique de la RDC, désire répondre. Pour bien situer ce livre et faciliter l'intelligence de sa portée réelle, présentons brièvement son auteur, NZONGOLA-NTALAJA Georges. Il est professeur de la politique africaine au Congo (1971-1973), au Nigeria (1976-1977), au Mexique et aux Etats-Unis, à l'Université de Caroline du Nord, à Chapel Hill, depuis une cinquantaine d'années.

Politologue, NZONGOLA-NTALAJA a aussi exercé des fonctions politiques et internationales : Président de la sous-commission des dossiers politiques de la CNS (1992-1993) et conseiller diplomatique du Premier Ministre Etienne Tshisekedi, Vice-Président de la commission nationale des élections (1996). Fonctionnaire du PNUD pendant sept ans et demi (2002-2007) en charge de la Gouvernance (Nigeria, Norvège). Il a été aussi facilitateur de la mise en place d'un *think tank* africain pour la gouvernance (2005-2007) au Sénégal.

A son actif plus d'une dizaine d'ouvrages publiés en majorité en langue anglaise. *The Congo from Leopold to Kabila : A People's History* (Londres-New York, Zed Books, 2002) lui a valu le Prix du meilleur livre décerné par l'Association américaine d'études africaines en 2004 .

Le livre présent, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa*, veut faciliter la compréhension de l'évolution des réalités politiques congolaises et africaines de 1885 à 2015 pour expliquer la faillite du leadership politique, la faillite de la construction nationale et l'échec de la solidarité africaine. Ce dernier s'est manifesté entre autres dans le manque d'assistance au premier

Ministre Lumumba et l'invasion du Congo par quelques pays voisins. Le deuxième objectif de l'ouvrage est aussi de mettre à disposition des leçons et des outils intellectuels pour construire l'avenir du Congo et de l'Afrique autrement. Pour le faire, NZONGOLA-NTALAJA choisit comme méthode l'analyse de l'économie politique du colonialisme et de l'Etat postcolonial. Elle est inspirée des théories d'Amilcar CABRAL (*Unité et lutte*, Paris, 1980) complétées par Franz FANON, *Les Damnés de la terre*, Paris, 1970). Les analyses sont basées sur une recherche de longue haleine et des enquêtes sur terrain (1971-1973), des séjours d'études aux archives à Bruxelles (1980 et 1994) et aux archives des Nations Unies à Washington (1986 et 1987).

L'auteur remonte à l'Etat Indépendant du Congo, dont seul le souverain était indépendant alors que les Congolais.e.s. étaient ses esclaves. Les révoltes de la Force publique et des populations contre les travaux forcés ont renforcé une tradition de résistance. L'histoire et l'analyse de « la lutte héroïque » du peuple congolais pour la liberté, le développement et d'autres droits démocratiques constituent l'objet du livre. Trois parties composent le livre qui comprend onze chapitres:

1) Les luttes contre le colonialisme (1885-1960). L'auteur considère le Congo du Roi Léopold 2 comme un Etat prédateur et défaillant, autant qu'un régime de terreur contre lequel les mutineries de la Force publique ne tardèrent pas à réagir. Contrairement aux prétentions de l'historiographie coloniale dominante, le Congo belge, fut dans la continuité de l'EIC, un système d'exploitation économique, de répression politique et d'oppression culturelle. Les changements économiques et sociaux après les efforts de guerre de 1945, qui aggravèrent la misère des ruraux, bénéficièrent davantage aux populations africaines vivant dans des villes au premier rang desquelles la classe ouvrière (un

douzième de la population totale) soit 1.078.000 salariés sur les 12 millions d'habitants du Congo en 1952 (p.87). A la même époque le Nigeria et toute l'Afrique francophone avec une population de 54 millions de personnes ne comptaient que 1.080.000 salariés. En 1956, les salariés congolais représentaient 40 % de la population adulte masculine du pays. Le revenu annuel national par tête s'élevait à 77 \$ pour l'ensemble du Congo belge, alors qu'il n'était que de 44\$ pour la population africaine mais 29\$ pour les 9 millions de Congolais des milieux ruraux. Malgré ce progrès considérable sur le plan professionnel, l'inégalité des salaires des travailleurs blancs et ceux des Congolais était une source de mécontentement. Autant que les discriminations raciales et les humiliations dont ils étaient victimes. D'où la résistance contre la domination coloniale : révolte des soldats et guerre populaire à Lulwabourg(1895-1908), à Dirfi (1897-1900), mouvements politico-religieux (Kimpa Vita, Simon Kimbangu), les révoltes paysannes (Pende (1931), Masisi), les revendications de nouvelles classes sociales créées par le système colonial, à savoir, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière et les chômeurs (1900-1945).

2) Les chapitres 4 à 7 sont consacrés successivement aux luttes contre le néocolonialisme (1960-1990), les luttes de Lumumba, de Mulele, auteur de la première expérience de la résistance révolutionnaire en Afrique noire et à la dictature néocoloniale de Mobutu. De celle-ci l'auteur décrit la nature et l'origine ainsi les différentes forces de sécurité : la DSP, le Gaci, le SARM, la BSRS, le SNIP, l'ANI et les FIS.

3) Les luttes pour le recouvrement de la souveraineté nationale et la jouissance des droits démocratiques fondamentaux (1990 à 2015) sont étudiées dans les chapitres 8 à 11 (p.225-366). A la dictature de Mobutu, les étudiants et l'Eglise Catholique furent les premiers à s'opposer avec cohérence et constance. Mais la menace

la plus sérieuse au mobutisme a été l'opposition armée du Front de libération nationale du Congo avec les deux guerres de Shaba. La résistance interne menée par le groupe des 13 parlementaires et l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ont conduit la lutte populaire à son point d'incandescence que fut la Conférence Nationale souveraine (1991-1992) et l'élection d'Etienne Tshisekedi comme Premier Ministre.

Opposés à la démocratisation et hostiles à Etienne Tshisekedi, la France et les Etats-Unis imposèrent Léon Kengo. Suit l'analyse de la première guerre du Congo (1996-1997) qui a entraîné la chute de Mobutu et l'avènement de Laurent Désiré Kabila et de Joseph Kabila. La deuxième guerre du Congo (1998-2003) est décrite comme une guerre inter-africaine pour les ressources naturelles de la RD Congo menée principalement par « le Rwanda et l'Ouganda qui ont », selon l'auteur, « érigé la déstabilisation du Congo en politique de développement économique par le pillage des ressources de leur géant de voisin, soit directement, soit indirectement par milices interposées ». Les deux derniers chapitres du livre examinent les tentatives de la communauté internationale de placer la RDC sous tutelle et les élections frauduleuses de 2006 et de 2011, la guerre par procuration (AFDL, RCD, CNDP et M23 (p.359). Après l'échec de ces interventions militaires du Rwanda et de l'Ouganda et les tentatives de balkanisation du Congo, *l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région* » adopté par onze pays et quatre organisations internationales le 24 février 2013 à Addis Abeba est minutieusement analysé et dénoncé comme une forme moins brutale de tutelle internationale visant l'exploitation des ressources congolaises pour la rentabilité externe et « une violation flagrante de la souveraineté nationale et internationale du Congo » (p.361-364). Depuis 1960, compte tenu du principe de la souveraineté nationale reconnu dans le droit international, la

stratégie diplomatique des Etats-Unis consiste à utiliser les agences des Nations Unies comme un écran de fumée pour les intérêts américains et occidentaux. Ceci expliquerait l'absence de la Chine et de la Russie pourtant membres permanents du conseil de Sécurité de l'ONU parmi les signataires de l'accord précité. Parmi ceux-ci, la présence de l'Afrique du sud s'expliquerait par son rôle historique de partenaire obligé de l'expansion impérialiste en Afrique depuis 1960 et de « gendarme régional et de coordonnateur du pillage des ressources naturelles de l'Afrique centrale » (p.364). Telle est la raison d'être de ce pays parmi les signataires de l'accord de Lusaka alors qu'elle n'est pas un pays voisin de la RDC.

La conclusion, qui tire les leçons de cette analyse des luttes congolaises et propose des recommandations, est suivie d'une riche bibliographie de 278 titres (p.381-406) et d'un index qui facilite la consultation du livre (p. 407-441).

L'analyse de la triple faille de la gouvernance, de la construction étatique et de la solidarité panafricaine révèle l'existence d'une longue « tradition de résistance populaire contre un pouvoir illégitime et de l'exercice arbitraire de l'autorité publique » (p.368) ainsi que son antériorité à la création de l'EIC. En effet, bien que renforcée par la Force publique et la Bible, elle puise ses racines dans les pratiques politiques traditionnelles. C'est dans leur patrimoine culturel que les Congolais ont puisé l'inspiration et l'énergie pour lutter contre l'autorité coloniale. Cette tradition serait à l'origine de l'émergence du mouvement nationaliste de masse moderne et de la lutte pour l'indépendance.

Une des forces majeures de ce livre réside dans la qualité et la richesse de sa documentation et en particulier l'importance accordée aux sources anglaises (Roger Atsey, Neal Ascherson, p.63-65) qui permettent de critiquer l'historiographie coloniale

belge (Jean Stengers). A remarquer également l'indépendance d'esprit et le courage de son auteur lorsqu'il pointe la responsabilité des puissances extérieures, notamment les USA et la France, qui empêchent le Congo de devenir une puissance régionale en Afrique centrale (p.29 et 187) capable de s'opposer à leurs intérêts dans la sous-région.

Qu'apporte ce livre et que vaut cet apport ?

L'absence d'un gouvernement légitime et responsable est la cause majeure de la misère de la majorité de Congolais.e.s.. Telle est l'idée maitresse du livre. En d'autres mots, l'insécurité, la faim, le manque d'électricité, les problèmes sanitaires et la crise du système éducatif ne pourront être résolus que par un gouvernement démocratiquement élu et jouissant de la confiance du plus grand nombre de Congolais(es) . Sans nier la responsabilité de la dynamique externe, l'auteur pense que l'organisation interne d'un Etat efficace réduirait la marge de manœuvre des partenaires extérieurs. Cette thèse, l'auteur, en est tellement convaincu qu'il la soutient depuis 1992 (CNS)³⁵. Mais dans quelle mesure cette contribution d'un observateur spécialisé mais semi-externe de la scène et de l'histoire politique congolaise est-elle fondée ? Les enquêtes indépendantes menées sur terrain, en RDC, avec le concours des institutions internationales en vue de l'élaboration du Document de stratégie et de lutte contre la pauvreté corroborent l'idée centrale de l'auteur. Citons ce document basé sur les deux premières décennies du XXIe siècle de la RDC:

³⁵G. NZONGOLA NTALAJA, « La Décolonisation en question », in I. NDAYWEL è NZIEM (dir.), *Quelle politique culturelle pour la troisième République au Zaïre ? Conférence Nationale souveraine et culture ?* Kinshasa, Bibliothèque nationale, 1993, p.187-190.

« La mauvaise gouvernance est une des principales causes de la pauvreté en ce sens qu'elle crée des inefficiences dans les secteurs et donc une perte de productivité. Elle décourage la création d'entreprises et donc d'emplois, ponctionne les ressources des ménages pauvres, favorise la fuite des capitaux et une perte de recettes pour l'Etat et donc moins d'investissements publics, etc. Au niveau macroéconomique, la mauvaise gouvernance fait perdre plusieurs points de croissance. » (DSCR 2, 2011-2015, p. 38.)

En outre la lecture du livre de l'historien et universitaire Isidore NDAYWEL, *Le Congo dans l'ouragan de l'histoire. Combats des femmes et des hommes de foi et de bonne volonté pour l'Etat de droit* (Paris, L'Harmattan, 2019) conduit à une idée-force similaire.

« ... ce qui a manqué à ces populations, au cours de ce dernier demi-siècle, et ce dont elles ont encore absolument besoin pour leur développement économique et humain, c'est un leadership compétent, intègre et commis au service du bien commun. » (Cardinal MONSENGWO, Avant-propos, p. 11)

Cette convergence de plusieurs disciplines et ce croisement des lectures et des regards internes et externes prouve que la thèse de NZONGOLA-NTALAJA reflète la réalité. Elle montre du doigt l'une des causes principales de la souffrance protéiforme de la majorité d'entre nous et indique des pistes de solution. C'est pourquoi *Faillite de la gouvernance et de la construction nationale au Congo-Kinshasa* mérite d'être lu attentivement et discuté par les chercheurs, les journalistes et les leaders d'opinion. Il est à inscrire parmi les lectures obligatoires dans les programmes des départements de science politique, de droit et d'histoire, bref de sciences humaines et sociales de notre pays.